

Primaire à droite : derrière les belles paroles, quel programme ?

Article rédigé par *contact*, le 26 mai 2016

[Source: Contrepoints]

Les candidats à la primaire des Républicains rivalisent de programmes chocs : mais une fois élus, espérons qu'ils réalisent leurs promesses...

Pour la Primaire des Républicains, s'il n'y a pas de consensus sur les modalités de l'exercice du pouvoir dans les premiers mois pour les candidats sérieux – par exemple référendum ou ordonnances ? -, tous en revanche affichent la volonté de proposer un projet clair et détaillé qui, s'il est validé par le succès présidentiel, leur donnerait un mandat sans équivoque pour agir.

[Nicolas Sarkozy](#) « revendique de tout dire avant pour pouvoir tout faire après » ([Le Figaro](#)). L'ennui est qu'il avait formulé exactement le même engagement en 2007, et avec quel autre talent. La répétition d'une promesse qui n'a pas été tenue ne peut que faire douter de la suite.

Même si certains, dans leurs interventions ou dans leur livre, ont tenté d'être le plus précis possible en s'efforçant de couvrir l'ensemble des matières – je songe notamment à [François Fillon](#) et à [Hervé Mariton](#) -, ils ont cependant fait la part belle au social, à l'économie et aux finances publiques et ne se sont pas vraiment attardés sur la Justice, la sécurité et l'autorité de l'État.

Superficialité sur la Justice et la sécurité

Certes ils sont « forts en gueule », et donc superficiels dans ces derniers domaines mais je ne suis pas persuadé qu'ils aient de quoi rendre demain leur action aussi efficace que leur opposition pourrait le laisser croire. Le premier président de la Cour de cassation le déplore à juste titre. « *On a beau chercher dans les différents horizons de l'action politique, la justice, bien qu'institution régaliennne, ne suscite pas de projet d'ensemble* » ([Le Monde](#)).

Songeons par exemple à [Alain Juppé](#) qui, dans trois livres, a donné sa vision de l'Éducation nationale, de l'État régalienn et son programme économique et social. Les deux premiers, pour intéressants qu'ils soient, ne sont pas à ce point exhaustifs et bouleversants de nouveauté qu'ils puissent d'emblée être traduits en actes et en décisions. Seul le dernier complété par des entretiens substantiels avec le candidat paraît pouvoir servir de base à des réformes concrètes immédiates.

Il est incontestable que la prétention de « tout dire avant » est absurde parce que les candidats malgré les apparences ne s'intéressent pas à tout et n'ont pas, pour les sujets essentiels, de quoi élaborer une stratégie sans incertitude ni décalage.

Par conséquent il serait heureux que les campagnes présidentielles changent de style et accordent la sincérité sinon à la modestie, du moins à une lucidité ne présumant pas trop de l'avenir. On n'aura évidemment jamais une compétition qui avant l'heure cruciale tournera à une retenue prudente, à une estimation honnête de soi et de ses possibilités pratiques mais une tendance qui promettrait moins pour laisser le futur surprendre agréablement serait déjà bienvenue.

Moins de paroles trop sûres d'elles avant pour attirer le chaland mais plus de réalisations efficaces après.

Que feront-ils ?

Par exemple, pour ne prendre que cette controverse liée au désordre violent de ces dernières semaines, moins accabler Bernard Cazeneuve mais plus prendre la mesure de ce que pourrait être, à son tour, une certaine impuissance, déjà démontrée hier, de la droite face à l'indigne et à l'innommable. Cette interrogation nécessaire de l'intelligence : ferait-on mieux que lui ?

Tout dire avant pour, paraît-il, tout faire après ?

Cette présomption sur l'action présidentielle n'est pas moins insensée que l'arrogance qui la précède.

Le président de la République n'est pas un bon exemple. Il n'a tenu véritablement qu'une seule promesse du candidat : le mariage pour tous, et avec quels déchirements collectifs ! Pour le reste, son changement de casaque a surpris ses partisans et déstabilisé un temps ses adversaires qui n'en espéraient pas tant. Tout ce qu'il a trahi résultait plus de son libre choix que de la pesanteur de situations qu'il aurait ignorées lors de son élection. Ce hiatus est apparu intolérable parce que rien ne le laissait prévoir et ne l'imposait.

Mais, pour une présidence honnête et responsable, qui peut dénier l'obligation d'être au plus près des fluctuations d'un réel national et international, des crises fortuites, des équilibres rompus et de l'infinie diversité des malheurs ou des avancées du monde ?

Il me semble donc qu'un président de la République a pour mission à la fois de respecter son mandat, pour peu que celui-ci soit composé d'orientations simples et sans équivoque, et d'adapter sa stratégie et sa vision à l'inventivité de ce que sa charge l'oblige à subir et à maîtriser. Un gouffre entre le candidat et le président : c'est un mensonge. Une totale adhésion aux engagements passés et dépassés : c'est une stagnation, une bêtise. Une part de fidélité et une part d'empirisme : c'est une intelligence.

Face à ce risque constant, pour un président, de favoriser un pragmatisme purement opportuniste ou de s'arc-bouter sur un socle désaccordé avec aujourd'hui, une idée de Bruno Le Maire mériterait d'être examinée avec intérêt. Il souhaiterait la mise en place, au côté du président de la République, « *d'une équipe dont la seule vocation sera de vérifier l'application stricte et rigoureuse de ce contrat de mandat* » (Journal du Dimanche). Cette présence serait opportune dans tous les cas. Comme un observatoire attentif et objectif. Le bilan serait vite fait à l'issue du quinquennat.

Il ne faut pas, on ne peut pas, tout dire avant.

Tout faire après ?

Ce serait déjà bien de restaurer l'autorité de l'État, de maintenir l'indépendance de la Justice, de faire baisser le chômage et de véritablement rassembler le pays. Pas une mince affaire !

Philippe Bilger

[Son blog](#)